

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhésion de l'internationalisme des fédérations anarchistes

le monde
libertaire

émancipation



Samedi 27 novembre : manifestation à Paris contre les violences faites aux femmes et contre le patriarcat.
R.d.v. à 14 heures, place de la Bastille à l'angle de la rue de la Roquette.

M 02137 - 1377 - F: 2,00 €



ISSN 0026-9433

2€

«La hiérarchie, c'est comme les étagères:
plus ça monte haut et moins ça sert.»

Anonyme

hebdo n°1377

du 25 novembre au 1^{er} décembre 2004

FOP 2520

Sommaire



Sida, fichage, flicage et restrictions, par P. Schindler, page 5

L'autruche, tête dans le sable mais **lucide**, par F. Ladrissé, page 6

Un **flic** ça va, trois flics bonjour les dégâts, par A. Sulfide, page 7

Circulez, à Strasbourg y'a rien à redire, page 8

Services publics, agonie de l'EDF, par J. Langlois, page 9

CFDT, quarante ans et un dentier tout neuf, par Jimma, page 11

Vieillir, c'est gâtir un peu, page 12

Le Vatican attaqué par des **soucoupes** volantes, par Olivier, page 14

L'anarchosyndicalisme passé en revue, page 16

Mixité contre ségrégation sociale, par H. Kebabza, page 17

Un **vagin** qui a beaucoup à dire, page 19

L'art, ça a de la gueule, page 21

Vie du mouvement, page 22

Agenda anarchiste et Radio libertaire, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0609 C 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro :
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20	○ 32	○ 27
6 mois 25 n ^{os}	○ 38	○ 61	○ 46
1 an 45 n ^{os}	○ 61	○ 99	○ 77
Abonnement de soutien	○ 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Éditorial



« BIENVENU DANS CE MONDE MODERNE. » Voilà ce que souhaitait il y a quelques jours un journaliste de France Info aux nouveau-nés de l'année 2004, avant d'enchaîner sur les conditions désastreuses dans lesquelles se déroulent l'accueil des patients et le travail des salariés de l'hôpital en France. Ironie? Humour? Non, apparemment ni l'une ni l'autre. Il s'agit bien de ce monde moderne, que l'on tente de nous vendre à toutes les sauces. Celle des journalistes, celle des experts, celle des gouvernants et, bien évidemment, celle des patrons qui, eux, ne pêchent jamais par manque de modernité. Un monde moderne, où l'on réinvente le temps des croisades, de la religiosité triomphante, de l'esclavage et du patriarcat. Évidemment, qu'on se rassure. Il ne s'agit plus de ces temps obscurs où l'absolutisme dictait la marche du monde. Non, aujourd'hui nous vivons en démocratie, et la liberté, les droits de l'homme (plus que ceux de la femme), la justice et l'égalité sont au cœur de ce monde que construisent les grandes puissances au niveau national et international. Et n'en déplaise aux Ivoiriens, aux Irakiens ou aux Afghans morts sous les bombes de la modernité. N'en déplaise à tous ces archéo-extrémistes, qui s'opposent à ce que nos vies ne se réduisent pas à l'économie et que subsiste encore des lambeaux de services collectifs. N'en déplaise non plus à toutes ces femmes qui se font taper dessus, ou à celles voilées à qui l'on empêche d'accompagner leurs enfants en sortie à l'école sous prétexte de laïcité pendant que d'autres érigent des croix hautes de 17 mètres en plein centre-ville. N'en déplaise enfin à tous ceux qui, bientôt, se retrouveront enfermés dans des camps aux frontières de l'Europe ultramoderne. Comment faire face à de telles régressions? Comment dépasser cette apathie qui nous assomme toujours plus à chaque lutte perdue, à chaque acquis qui disparaît? Les dirigeants de ce monde ne se privent pas pour utiliser toujours les mêmes instruments de domination. Ne nous privons pas non plus. Il n'y a rien à attendre de ce système, même à visage humain. Si nous avons sans doute beaucoup perdu en terme de pratique de ce qui faisait la culture ouvrière et de ses luttes, nous en avons encore la mémoire. Profitons-en.

Anarcha-féminisme et internationalisme

Emma Gutierrez

LES 25 ET 27 NOVEMBRE PROCHAINS, des féministes participeront à la journée et à la manifestation nationale contre les violences faites aux femmes. Les anarchistes, par définition féministes, vont, bien entendu, participer à cette forme d'expression, afin de dénoncer un système dans lequel les femmes sont encore largement traitées comme quantité négligeable.

C'est bien, mais cela n'est pas suffisant. Les revendications anarchistes, au-delà d'une loi qui n'est jamais qu'un pis-aller même si elle est nécessaire au vu de la situation, s'adressent à toutes les femmes soumise à un quelconque joug, partout dans le monde, et aussi, bien évidemment, à tous les hommes. Comme les autres luttes, la lutte féministe doit se développer internationalement. C'est quand nous aurons fédéré nos efforts d'un endroit à l'autre, qu'une dynamique d'ampleur pourra trouver une expression forte qui pèsera sur les mouvements internationaux.

Dans cette optique, et pour préparer tout spécialement la Marche Mondiale des Femmes de 2005, la Commission Femmes de la Fédération anarchiste a contacté le groupe anarcha-féministe mixte de Prague, Anarcho-feminismus. Je vous livre donc aujourd'hui un rapide tour d'horizon de la situation des femmes en République Tchèque, et du travail effectué par ce groupe. Je remercie Jana, qui a répondu à mes questions.

Le groupe de Prague « Anarcho-feminismus »

Au départ, le groupe s'appelait Groupe du 8 mars. Le nom a été changé au début de 2004, afin de mieux en affirmer l'orientation idéologique. C'est un groupe mixte (4 hommes, une petite dizaine de

femmes), qui se trouve être le seul en son genre en République Tchèque. Régulièrement, il organise des conférences sur des sujets comme « Les stéréotypes liés aux genres », « L'idéal de beauté dans les médias », « L'éducation anarchiste ». Les conférences ont pour but essentiel de faire prendre conscience aux gens qu'on peut agir autrement, qu'on peut mettre en œuvre dans sa vie des pratiques non-sexistes, par exemple.

Le groupe réalise aussi, deux ou trois fois par an, un journal entièrement rédigé en tchèque, Prima Cesta (Chemin direct), qui propose un ensemble d'analyses sur un sujet central, ainsi que des traductions de presse étrangère et une revue de presse. Toujours dans le souci de changer les comportements et de porter une conception solidaire de la vie en société, le groupe s'est aussi chargé d'organiser une colo anarchiste, pour la première fois l'été dernier. Les enfants ont beaucoup apprécié ce partage des responsabilités, et en redemandent déjà.

Qu'en est-il des liens d'Anarcho-féminismus avec les autres féministes? Un seul autre collectif, le Centre pour l'Étude des Genres, coopère occasionnellement avec les anarchistes, par exemple en leur prêtant leur local, en échangeant des informations, ou en co-organisant la journée du 8 mars. En dehors de ce groupe, les autres organisations sont trop institutionnalistes pour envisager un travail commun.

Par ailleurs, l'anarchisme n'a pas encore bonne presse en République Tchèque: le régime communiste a laissé la trace de ses griffes... Les choses changent doucement, mais beaucoup de féministes se sentent très proches de l'anarchisme sans oser franchir le pas.



Être féministe en République Tchèque.

Les féministes commencent à peine, depuis une dizaine d'années (fin du régime communiste), à sortir de l'ombre et à se déclarer comme telles et tels. Même les féministes les plus « anciennes », celles du Centre pour l'Étude des Genres, refusaient jusqu'à très récemment l'appellation de féministes. Cela est heureusement en évolution, et la camarade pense même qu'actuellement, le sujet devient de plus en plus populaire. Selon elle, c'est un fait à double tranchant, car d'un côté, le sujet intéresse réellement et profondément, de l'autre, certains individus et groupes profitent sans scrupules des subventions attribuées par le gouvernement ou les associations, dans le but de promouvoir recherches et campagnes sur des sujets féministes. En outre, les féministes tchèques sont encore victimes du préjugé à la peau dure « féministe = ennemie des hommes ». Cet engouement récent (un film sur les écrans, multiplication de projets sur la question des genres) a néanmoins le mérite d'attirer l'attention d'un plus grand nombre de gens sur les différents aspects des revendications féministes. Par exemple celles liées au monde du travail.

Au travail !

Le taux d'emploi des femmes est d'environ 90 % ! Comment expliquer ce chiffre incroyable ? Lorsque le régime communiste s'installe en 1948, l'idéal rouge exige que tout un chacun aille travailler, même pour une misère... Si l'écart des salaires est en moyenne de 19,5 % entre femmes et hommes en France, il atteint presque 25 % en République Tchèque. Plus le degré d'éducation est haut, plus l'écart se fait sentir avec acuité, pour approcher de 40 % entre deux enseignants d'université ! Dans certains emplois, le secteur public fait pire que le privé, pratiquant d'outrageantes différences de salaire. Traditionnellement, les professions dites « féminines » sont plus mal

payées que les autres. Ainsi, assistantes sociales, infirmières, puéricultrices, enseignantes du primaire etc., sont beaucoup moins bien payées que la plupart des hommes, à qualification équivalente. Mais ces secteurs d'activité ont depuis peu tendance à voir arriver plus d'employés hommes, et comme par hasard, les salaires ont commencé à augmenter au même moment... Certaines entreprises exigent de leurs nouvelles employées, par contrat, qu'elles n'aient pas d'enfant pendant 4 ou 5 ans. Chez AHOLD (groupe international de produits alimentaires dont une branche est en République Tchèque), on n'autorise pas les femmes à aller aux toilettes aussi souvent que nécessaire. L'entreprise a même conseillé de faire porter un brassard rouge aux employées qui ont leurs règles, pour les autoriser à y aller un peu plus que les autres. Notez l'élévation de la proposition.

Et bien sûr, parmi les plus mal loties, les immigrées (ukrainiennes). Ces femmes sont de plus en plus présentes dans le secteur du nettoyage. Comme il s'agit, pour la plupart, d'immigrées illégales, leurs employeurs prennent jusqu'à la moitié de leur salaire et parfois retiennent leur passeport sans qu'elles puissent y redire.

Lutter ensemble

Il est évident que les points communs sont nombreux sur lesquels nous pouvons communiquer et travailler avec les anarcho-féministes tchèques. Ils le sont tout autant avec les anarcho-féministes d'ailleurs, puisque notre but commun reste de dénoncer et mettre fin au système capitaliste qui nous asservit, main dans la main avec le patriarcat. Nos différences d'expérience et de pratiques ne peuvent qu'enrichir le mouvement et le diffuser de plus en plus largement dans la société. Notre objectif pourrait être, dans un premier temps, de développer un langage international spécifique pour la Marche Mondiale des Femmes en 2005. E.M.

Mauvais desseins, grandes ambitions

JAMAIS DANS L'HISTOIRE plus ou moins démocratique de ce pays, un ancien ministre de l'Intérieur n'est parvenu à se faire élire président de la République. Il est vrai que, mis à part Georges Clemenceau, en 1920, aucun hôte de la place Beauvau ne s'y est essayé. Rappelons que ce fusilleur des ouvriers de Draveil, de Villeneuve-Saint-Georges et de Raon-l'Étape, s'était incliné en expliquant : « Votez pour le plus con ! »

En vue de la prochaine élection présidentielle, deux patrons des forces de l'ordre sont pratiquement sur les rangs. L'ancien, Nicolas Sarkozy, depuis peu catholique proclamé et partisan de la révision de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État ; l'actuel, Dominique Galouzeau de Villepin, protégé de Chirac. L'un rejeton d'immigré, l'autre pur produit de l'aristocratie déglinguée.

Il convient de noter immédiatement qu'aucun fils d'immigré n'a pu accéder ne serait-ce qu'à la simple candidature à la magistrature suprême (le cas Balladur – le Turc, comme disait ses amis de trente ans – étant très particulier). Léon Gambetta, issu d'une famille d'immigrés italiens, avait eu cette ambition, à la fin du XIX^e siècle. En vain.

De même, est-ce par fausse pudeur ? Pas le moindre aristocrate ne s'est jamais risqué à ambitionner sérieusement de loger à l'Élysée. Pour Galouzeau, ce serait bien pratique : il n'aurait qu'à traverser le faubourg Saint-Honoré, mais le chemin est semé d'embûches, et les coups tordus sont déjà envisagés.

Question : qu'est-ce que cela peut bien nous faire ? Question posée particulièrement à ceux des libertaires qui, victimes d'une grande détresse morale, ont estimé nécessaire d'appeler à voter Chirac, le 5 mai 2002. Bien sûr, c'était là une prise de position un peu désespérée, qui n'avait rien d'idéologique, et dont chacun a dû se guérir rapidement.

Une chose est certaine, cependant. Ces deux candidats potentiels promettent d'ores et déjà du sang et des larmes pour les précaires, et la félicité pour les nantis.

Il fut un temps où la fonction présidentielle était purement décorative. C'était l'époque de la République des Jules (Jules Favre, Jules Ferry, Jules Grévy, Jules Simon, etc. Sans oublier Jules Guesde ce renégat socialiste qui rejoindra l'Union sacrée en 1914). Tous ceux-là avaient pourtant fait la République laïque et colonialiste.

Les enjeux ne sont plus les mêmes, et celui qui siège à l'Élysée dispose de pouvoirs discrétionnaires. Jusqu'à n'être pas coupables de leurs débordements (affaire des diamants sous Giscard, scandale des emplois fictifs et de la cassette privée sous Chirac, etc.). Depuis 1958, nous avons connu Jules de Gaulle puis Jules Pompidou, Jules Giscard, Jules Mitterrand et Jules Chirac. En bon argot, le Jules ce n'est pas seulement celui qui compte les bénéfices de ses protégés. C'est aussi, vous devriez le savoir, cet ustensile en porcelaine, avec un œil au fond, qui était logé, jadis, dans la table de nuit...

Maurice Rajfus

VIH

état des lieux



Le droit global à la santé recule, le sida avance

TANDIS QUE LES CHIFFRES sur les dernières contaminations au VIH sont alarmants et que le droit des malades et séropositifs étrangers s'amenuise en France, le gouvernement ne cesse, depuis 2002, d'attaquer l'AME et de démolir le système de santé. La taxe d'un euro, soit-disant symbolique et destinée à responsabiliser les patients, conduira à la hiérarchisation des maladies et à l'exclusion des malades de longue durée ou des moins favorisés, tandis que le dossier personnel médicalisé risque de devenir un véritable casier judiciaire de la santé, le tout dans un contexte de paupérisation des moyens donnés aux hôpitaux publics.

Percée du sida parmi les femmes et recrudescence chez les gays et les trans

L'INVS vient de publier ses derniers chiffres qui révèlent 1 800 nouvelles personnes dépistées de mars à septembre 2003, contaminées au VIH. 38,4 % d'entre elles ont contracté le virus dans les six derniers mois et l'infection par voie hétérosexuelle représente plus de la moitié des cas.¹ Parmi eux, 60 % sont des femmes et 47 % sont originaires d'Afrique subsaharienne. Toutefois, l'épidémie reste active chez la population homosexuelle, représentant 21 % des nouveaux diagnostics. Ces chiffres marquent le recul de la prévention et la recrudescence des comportements à risque, mais cette érosion de la prévention n'est pas propre à la France et tient en partie, dans les pays privilégiés, à la modification de l'image de la maladie depuis les trithérapies. L'épidémie continue de croître fortement dans les pays du Sud, où 440 000 personnes sont aujourd'hui traitées, dont un peu plus de 200 000 au Brésil. Le nombre de personnes

traitées en Afrique subsaharienne a quadruplé en deux ans.

La France va hiérarchiser ses malades

L'article 20 de la loi de réforme de l'assurance maladie instaure un impôt en demandant un euro au patient, pour chaque consultation ou acte médical. Pourtant, cette démarche est contraire à l'esprit de l'hôpital, où les plus démunis viennent chercher des soins, elle s'appliquera également aux SDF et aux personnes âgées, ne bénéficiant pas du minimum pour vivre. De plus, ce dispositif bureaucratique risque, au final, de devenir plus coûteux que rentable et fera davantage payer les personnes malades que celles en bonne santé. En effet, les personnes atteintes de pathologies de longue durée (cancers, séropositivité) doivent s'acquitter d'au moins quinze visites annuelles (le double pour les patients co-contaminés) et le plafond en sera fixé par décret.

Le dossier médical personnel, un véritable casier judiciaire

Ce dossier, mesure phare de la réforme, sera obligatoire et donnera lieu, en cas de refus de présentation, à une baisse du niveau des remboursements des soins. De plus, les entreprises d'assurance y auront accès, par l'intermédiaire de leurs médecins. Et quelles seront, par exemple, en cas de maladies mentales, les réactions d'un nouveau médecin traitant, son diagnostic ne sera pas faussé par ces informations? Les toxicomanes, les séropositifs ou les alcooliques ont-ils envie de parler systématiquement de leurs pathologies, pour un examen qui n'a rien à voir? Ne pourrions-nous plus avoir le choix de garder pour nous une IVG ou une tentative de suicide, même vieille



de plusieurs années? Et sans être paranoïaque, mais simplement réaliste, une fois le dossier actif, qui pourra empêcher un employeur d'y avoir accès, de l'exiger ou de s'en servir, en cas de litige, voire comme critère d'embauche? Certes, une garantie existe dans le texte qui prévoit de ne pas faire inscrire une intervention sur le dossier, mais dans ce cas, le patient ne sera pas ou que partiellement remboursé, ce qui introduit une médecine à plusieurs vitesses, où seuls les individus aisés auront les moyens de se payer l'anonymat de leur vie privée.

L'affection longue durée remise en cause

Le forfait d'un euro met à mal la prise en charge à 100 % dont bénéficient les personnes atteintes de maladies longues et sera renforcé par la proposition d'une prise en charge à 100 %, soumise à un protocole de soins pré-établi, auquel la personne devra se soumettre sans contestation et sans avoir eu la possibilité de l'élaborer. Faute de quoi, le patient devra payer une partie de ses soins, une façon de remettre en question le rôle du patient dans sa prise en charge, de l'infantiliser (alors que la loi Berloghey envisageait son information et sa participation) et surtout la gratuité des soins.

L'hôpital public en danger

Jusqu'à présent, le système d'assistance publique français reposait sur une tarification indépendante de son activité et de son taux de fréquentation (différent dans les centres urbains et en région), mais la loi Douste-Blazy envisage de tarifier l'hôpital, selon son activité. Pourtant les dépenses hospitalières ne sont pas plus importantes que celles de l'armée ou de la police et en tout cas, nettement moins que celles de la médecine de ville. Sous la pression de Mme Van Leberghe, ancienne DRH de Danone, les hôpitaux vont devoir, à l'avenir, pour être subventionnés, sélectionner leurs activités les plus rentables et à terme, les hôpitaux et maternités de proximité tendront à disparaître. Aujourd'hui, pourtant, malgré la suppression de 150 000 places, la France dispose encore de 6,7 lits en moyenne pour 1 000 habitants, contre 3 au Royaume-Uni et 2 aux États-Unis. Mais qu'en restera-t-il après les regroupements et fusions envisagées (les spéculateurs immobiliers s'en frottent les mains), tandis que le gouvernement actuel passe son temps à répéter que « les cliniques privées sont moins chères et mieux gérées que les centres hospitaliers publics », sous couvert de transparence, qui une fois décodée signifie plutôt: la tarification à la pathologie (et de préférence la plus rentable pour l'établissement).

Les malades étrangers de plus en plus en danger

Toutes ces procédures administratives de sélection et de restrictions n'arrangeront pas le quotidien des personnes malades sans papiers ou précaires. De plus, le système de protection contre les procédures d'éloignement et pour la régularisation des étrangers malades semble compromis. En effet, jusqu'à présent, le critère de « résidence habituelle » était entendu comme résidence depuis un an. Mais, selon l'association Aides, la circulaire de 2000 semble avoir été abrogée par de nouvelles instructions venues de l'Intérieur et les refus de régularisation pour cause de résidence inférieure à un an, commencent à proliférer et ont pour conséquence de pouvoir expulser un étranger présent en France depuis moins d'un an, s'il est en capacité physique de voyager. Et, au grand mépris des protections et des pratiques en vigueur depuis près de dix ans, Dominique de Villepin rétablit ainsi l'expulsion des étrangers séropositifs. Des associations de malades défileront le 1^{er} décembre pour dénoncer ces mesures (à Paris, rendez-vous le 1^{er} décembre à 19 heures, métro Barbès).

Patrick Schindler
groupe Claaaaaash

1. Les associations de malades et notamment Act-Up souhaiteraient que la mission de l'INVS livre des chiffres plus fiables, complets et actualisés, exigeant des médecins et des biologistes qu'ils et elles notifient en respectant l'anonymat, tous les nouveaux cas de séropositivité.

Quand l'autruche éternue...

Lucidité, 1

« Vous savez bien que si nous votions maintenant, le référendum serait perdu. » Jacques Chirac.

Alors voilà ce qu'on va faire : on va laisser passer Noël, la trêve des confiseurs, ensuite on va sagement attendre que les gens aient changé d'avis avant de les faire voter. C'est pas beau, la démocratie ?

Lucidité, 2

« Il n'y a rien à espérer d'une victoire fondée sur l'illusion. » François Hollande.

C'est marrant, c'est exactement ce qu'on disait après la victoire de Mitterrand, en 1981...

Le dernier Disney

« Il faut punir les Français, ignorer les Allemands et pardonner aux Russes. » Condoleeza Rice, nouvelle secrétaire d'Etat.

Oh oui fouette-moi Condoleeza, j'ai été un méchant Français, bats-moi Condo oh oui, je vais jamais chez Mac Do et j'ai pas vu le dernier Disney, frappe-moi, punis-moi, ah oui...

Il sait qui

« J'ai mis six ans à faire ouvrir une boulangerie, et maintenant j'ai dois me battre pour garder le bureau de poste ! » Jean Garcia, maire de Saint-Maurice-sur-Yvelines.

M. Garcia : suite à votre courrier réclamant le maintien, dans votre commune, d'un bureau de poste et, pourquoi pas, d'une école primaire, nous nous permettons de vous rappeler qu'un boulanger est tout à fait à même de distribuer, en même temps que les miches, le courrier. Par ailleurs, entre deux tournées, ce brave homme trouvera bien le temps d'inculquer à votre rurale marmaille les règles du calcul mental et les conjugaisons. Nous sommes donc au regret de vous annoncer que vous pouvez crever, vous et votre commune. Signé : qui vous savez.

Raffarin dissolu

« Oublions Jean-Pierre Raffarin, il est aujourd'hui dans un état de déliquescence absolue. » Strauss-Kahn, PS.

Déliquescence : n.f. Propriété qu'ont certains corps d'absorber l'eau atmosphérique et de s'y dissoudre (source : le dico). On ignore ce qu'il absorbe en ce moment Raffy, mais on doute, à l'entendre, qu'il se contente d'eau, fut-elle atmosphérique. Quant à se dissoudre ou non, qu'il compte sur Chirac, spécialiste de la question.

Philosophe

« On nous a tout pris, même les toilettes. » Un Français de Côte d'Ivoire.

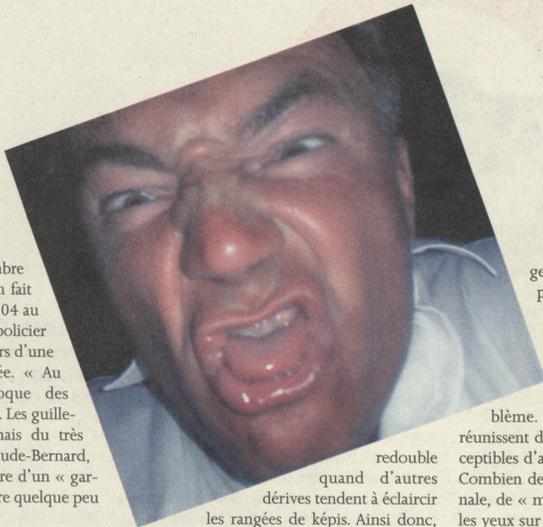
En même temps, faut être philosophe : les toilettes t'en avais plus besoin, vu que ça faisait des jours que tu chiais dans ton froc.

Frédo Ladrisse

(Sources : France Inter, Libération, le Monde, Le Nouvel Observateur).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Drame du pinard au commissariat



DANS SON ÉDITION du 10 novembre dernier, le Monde revenait sur un fait divers survenu le 17 octobre 2004 au commissariat de Nantes où un policier avait abattu son collègue au cours d'une soirée particulièrement arrosée. « Au commissariat, l'alcool provoque des "dramas" » : ainsi titrait l'article. Les guillemets ne sont pas de nous mais du très sérieux quotidien de la rue Claude-Bernard, cette façon d'encadrer le meurtre d'un « gardien de la paix » pouvant paraître quelque peu saugrenue. Quoique.

Passons ce détail. On nous informe que Pierre Mongin, directeur de cabinet de Dominique de Villepin, a adressé au préfet de police ainsi qu'au directeur général de la police nationale une note rappelant fermement les règles morales qu'impose le sacerdoce policier, en particulier cette partie de l'article 7 du code de déontologie stipulant que « le fonctionnaire de la police nationale [...] ne se départit de sa dignité en aucune circonstance ».

Faut-il comprendre que la grande, la légendaire dignité du fonctionnaire de police, éprouvée par les régimes les plus divers, cette noblesse d'âme jamais salie par aucune compromission, donc, n'en reste pas moins une valeur précaire ? Il est vrai que le spectacle de cette précarité s'observe quotidiennement dans les commissariats où l'usage veut que la dignité du prévenu serve de paillason. D'insultes racistes en humiliations diverses, d'arrestations musclées en interrogatoires musqués, de passage des « pincés » en passages à tabac, il arrive qu'un jour, par une manière de déformation professionnelle, les flics en viennent à salir leur dignité propre à coups de gnôle et de Manhurin.

Heureusement, la poule ministérielle couve sa volaille, la couvre même, au besoin. Si, assez souvent, la bavure policière est examinée avec complaisance par l'ensemble de la hiérarchie, l'attention de cette dernière

redouble quand d'autres dérives tendent à éclaircir les rangées de képis. Ainsi donc, le cabinet du ministre de l'Intérieur rappelle à ses ouailles les préceptes d'une circulaire datée du 20 mars 2000, abrogeant et remplaçant les précédentes de 1989 et 1991. Le document est en effet exemplaire. Il a pour objet « la prévention de l'alcoolisme et la réglementation de l'hygiène alimentaire dans les locaux de police, et tout local où sont affectés des personnels relevant de l'autorité de la direction générale de la police nationale ».

Treize pages, pas moins, où sont énumérés les actions de prévention, d'information, de formation, le rôle des médecins, celui de la hiérarchie et des acteurs sociaux, « la conduite à tenir en cas de présomption de maladie alcoolique », l'incitation à se soigner et « le retour du fonctionnaire dans son service », le tout enrichi d'un certain nombre d'adresses d'organismes de lutte contre l'alcoolisme dont une « Structure d'accueil et de lutte contre l'alcoolisme de la Préfecture de police ». C'est dire si le problème est, tout compte fait, anodin.

Durant ce même mois d'octobre, deux semaines avant l'apéro tragique de Nantes, un jeune couple comparaisait devant le tribunal correctionnel de Nancy pour « abstention volontaire d'empêcher un délit contre l'intégrité d'une personne », en clair pour avoir laissé un ami prendre le volant, ivre, provoquant peu après un accident qui coûta la vie à cinq personnes dont le chauffard. Cette affaire fit grand bruit dans la mesure où elle interro-

geait la notion d'« étendue de la responsabilité ». Certes. Mais quel que soit l'avis porté sur la question de justice ou le drame humain, une chose est certaine : il ne fallait pas attendre le cas de ce couple nancéen pour débattre du problème. Les fonctionnaires de police réunissent d'ores et déjà assez de critères susceptibles d'alimenter la controverse juridique. Combien de « médecins » de la police nationale, de « médecins » de prévention fermant les yeux sur tel ivrogne en tenue, combien de beuveries initiatiques servies aux jeunes recrues pour éprouver leur esprit de corps, combien d'officiers et de collègues laissant partir telle patrouille qui rivaliserait avec les pires lauréats de l'Oktobefest ?

En d'autres temps, la République remplissait généreusement les bidons des soldats pour motiver leurs ardeurs meurtrières. Il est sans doute logique qu'elle laisse cette noble tradition perdurer parmi ses nouvelles troupes chargées de mener une guerre sans merci à « l'insécurité ».

Du reste, tout ce qui est susceptible de réveiller la brute, de la maintenir active sous l'uniforme, est bon à prendre. Qui d'autre peut accepter, sans barguigner, de maintenir l'ordre quand celui-ci est la garantie, et l'excuse, de tant d'injustices, tant d'inégalités, tant de crimes ? Il est important, il est essentiel pour le système en place de cultiver une telle disposition d'esprit à l'abjection. Surtout quand il confie à ses serviteurs des armes de poing chargées.

On ne m'en voudra pas de mettre en doute les efforts du ministère de l'Intérieur dans sa croisade antialcoolique auprès de ses employés. J'ajouterais par provocation que, irréalisme pour irréalisme, plutôt que d'interdire le pinard aux flics, supprimons leurs flingues.

André Sulfide

Strasbourg

La préfecture interdit deux manifestations



Le Monde libertaire du 21 octobre présentait le Collectif des trois frontières qui appelait à une semaine d'action et de réflexion intitulée: « Pour la liberté de circulation et d'installation ». Cette semaine d'action devait se dérouler à Strasbourg du 23 au 30 octobre.

LE COLLECTIF DES TROIS FRONTIÈRES, regroupant des organisations françaises, suisses et allemandes investies au côté des sans-papiers ou les soutenant, entendait attirer durant la semaine d'action, l'attention de la population sur la situation désastreuse dans laquelle se trouvent les sans-papiers. Il entendait également dénoncer la répression dont sont victimes les sans-papiers.

Trois manifestations avaient été prévues durant la semaine, une première devant le SIS (Système d'information Schengen), une autre sur le pont de l'Europe et, pour finir, le même jour, la grande manifestation transfrontalière au centre-ville de Strasbourg. Mais la préfecture a interdit toutes les manifestations organisées par le collectif durant cette semaine. Pour justifier cette interdiction, la préfecture dans son arrêté a invoqué les liens du collectif des trois frontières avec le réseau No Border et bien évidemment le risque de « trouble à l'ordre public ». Cette référence à No Border n'est pas innocente.

En effet, du 19 au 28 juillet 2001 a eu lieu à Strasbourg un campement organisé par le réseau européen No Border rassemblant deux mille personnes. Ce réseau lutte notamment pour la régularisation de tous les sans-papiers, l'abolition de toutes les frontières et la liberté de circulation et d'installation. Suite à des incidents au cours d'une manifestation organisée par No Border, la préfecture avait déjà interdit toute manifestation. En pratiquant une confusion volontaire entre les actions du réseau No Border et le Collectif des trois frontières, la préfecture a trouvé le pré-

texte pour interdire une nouvelle fois des manifestations à Strasbourg.

Finalement, seule une manifestation dans la ville allemande voisine, Kehl, a pu avoir lieu. Le dispositif policier fut tout à fait démesuré en regard du nombre de manifestants: une centaine. Nous avons pu constater que l'Europe des polices fonctionne très bien, flics allemands et français coopérant main dans la main. Afin d'éviter tout « trouble à l'ordre public », un cordon de flics longeait tout le petit cortège. Flics allemands et français, en tenue ou en civil, n'ont cessé de prendre des photos durant toute la manifestation et celle-ci a été obligée de s'arrêter à mi-chemin sur le pont de l'Europe enjambant le Rhin entre Strasbourg et Kehl, toute manifestation étant interdite côté français! C'est en rentrant que nous avons été arrêtés en voiture à la frontière, c'est-à-dire sur le pont de l'Europe, par les flics. Ils ont d'abord procédé à un contrôle d'identité et sont ensuite passés à la fouille de la voiture. C'est à ce moment qu'ils ont trouvé nos drapeaux et qu'ils nous les ont confisqués pour éviter qu'on ne continue la manifestation « illégalement » en France.

Quelques jours plus tard, nous récupérons nos drapeaux au commissariat. Par la suite, nous avons appris que beaucoup de personnes présentes lors de la manifestation à Kehl ont subi un contrôle d'identité et une fouille à la frontière; les flics cherchant du « matériel militant » sous prétexte de vouloir éviter que la manifestation ne se poursuive en France.

On est en droit de se demander pour-

quoi, dès que des organisations, partis ou des collectifs mettent au premier plan de leurs revendications la liberté de circulation et d'installation, ils doivent faire face à la criminalisation et à la répression de la part des autorités publiques.

Pour nous, il semble évident que les interdictions préfectorales prononcées contre les manifestations organisées par le Collectif des trois frontières sont pour une grande part dues aux revendications portées par celui-ci. En prononçant ces interdictions, la préfecture a en partie réussi à limiter l'expression du collectif et donc à empêcher le travail d'information que le collectif entendait entreprendre, notamment sur le SIS et sur le centre de rétention de Geispelsheim.

Manifestement, l'État n'aime guère qu'on parle de liberté de circulation et d'installation au point de déployer d'importants moyens policiers.

En conclusion, si les autorités publiques se montrent si répressives sur ce sujet, c'est probablement que la liberté de circulation et d'installation sous-tend l'abolition des frontières et, partant de là, la remise en question de l'État; sans frontières, pas d'État.

Ces événements ont également confirmé l'importance et la nécessité de lutter contre toutes les frontières, celles qui arrêtent les sans-papiers ou celles qui arrêtent les manifestations.

Groupe Juillet 1936

groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org

Les services publics

l'agonie d'EDF

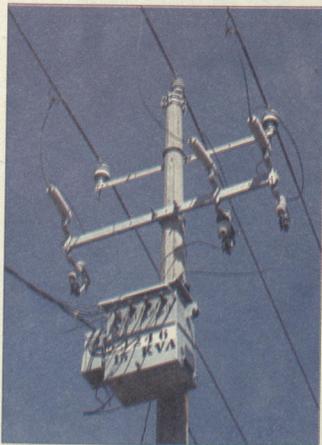
Jacques Langlois

ELE A UNE LONGUE HISTOIRE. Dès 1984, l'entreprise importait les logiques managériales du secteur privé: projet d'entreprise, puis (1987) démarche qualité (dans les deux cas, usage utilitariste des conseils d'atelier et de bureau de la loi Auroux de 1982), puis (1989) changement d'image, de logo, passage de l'usager au client. Parallèlement, s'instaurait une gestion new look des « ressources humaines » (sic), du « capital humain » (re sic) avec individualisation des récompenses, gestion par objectifs individuels, intéressement qui plus est doublé si versé au plan d'épargne d'entreprise, stages de formation « à bande étroite », c'est-à-dire purement professionnels et de courte durée... Il est vrai qu'auparavant le pouvoir socialiste avait donné le feu vert à la Commission européenne pour ouvrir le marché de l'électricité à la concurrence. Ce qui ne l'empêchait pas de prétendre que la chose avait été imposée par ladite commission. Il est vrai aussi qu'EDF avait investi à mort dans le nucléaire dont il fallait vendre les excédents, ce qui avait conduit à un « tournant commercial » préparatoire au règne du client, avec le résultat curieux que plus on vendait de chauffages électriques, et à l'étranger, plus il fallait construire de nouveaux moyens de production. Logique déjà purement productiviste, mono énergie, commerciale. Car il fallait, au moins au début, financer le passage au nucléaire alors que les gouvernements ne lâchaient plus un rond depuis 1983 pour payer les investissements. Pour ce faire on emprunta à l'extérieur, ce qui contribua à mettre le pays dans les pattes de la « phynance » internationale. Cependant, le service public veillait encore à diminuer les prix et à rembourser les emprunts et cela jusqu'en 1998, date de l'arrivée du socialiste Roussely à la tête de l'entreprise.

Puis dans la foulée de l'acte unique européen et du traité de Maastricht sous la houlette du curé Delors, les choses sérieuses arrivèrent alors que le ver était déjà dans le fruit, EDF s'étant mise toute seule en concurrence avec ses surplus de production. Le socialo Pierret fit voter la loi de transposition de la directive européenne sur l'électricité, laquelle imposait l'accès des tiers au réseau (ATR) de transport, la séparation des comptes (suivant les trois fonctions: production, transport, distribution) et

l'ouverture progressive des marchés à la concurrence (les clients dits éligibles, d'abord les très gros, puis les moyens et petits industriels en 2004, puis les usagers domestiques prévus pour 2007). L'État continuait de rançonner les usagers en taxant l'entreprise afin de se faire des recettes de poche (plus de 12 milliards de francs par an!). Belle concurrence que celle de courir en sac avec des boulets aux pieds et une camisole de force. Mais cela avait un mérite: on pouvait insinuer que les services publics sont par construction mal gérés. En même temps, les gouvernements successifs installaient la politique des dépouilles (à la suite d'une élection le parti vainqueur rafle tous les postes). Ce fut la valse des présidents: Ménage, celui de l'affaire des écoutes mitterrandiennes, Alphanthéry nommé par M. Chirac et enfin (1998) M. B. Roussely, le président qu'a raté, nommé par le trotskard Jospin. Ce Brousse-lies, spécialiste de la culture sur brûlis, fut par-dessus le marché admis à cumuler les fonctions de président et de directeur général afin de mieux plier l'entreprise à sa botte et cela alors que l'extérieur veillait à séparer ces deux missions! Cela eut un effet boule de neige rapide. L'encadrement supérieur, soigneusement trié, a été prié de laisser l'intérêt public au vestiaire. Soumission, allégeance au chef et adoption de l'idéologie libérale conforme furent les trois critères de sélection. Le principe de neutralité du service public disparut rapidement. Que signifiait ce principe? Que la société française étant plurielle dans ses opinions, aucun courant partisan ne devait dominer les personnels du service public, notamment par le biais des promotions de cadres supérieurs et dirigeants recrutant eux-mêmes les rangs subordonnés. Féodalisme par allégeance au chef distribuant les fiefs et pensée unique se mirent à régner, les dévants étant mis au placard ou poussés à la retraite anticipée aux frais de l'usager. Et tout fila du sommet vers la base: on ne recruta plus que des individualistes hostiles aux syndicats et des jeunes loups aux dents longues et munis d'ordinateurs portables (les microcéphales).

M. Rousse-lie (police plus dépôt) conduisit l'internationalisation à marche forcée. On acheta, au-dessus du cours et à prix d'or: Light au Brésil, Edenor en Argentine, London Electricity (GB), Edison (Italie), EnBV



(Allemagne). Évidemment, l'idée sous-jacente était d'accélérer le processus de privatisation. En effet, les concurrents étrangers attaqués chez eux demandèrent la réciprocité.

Mais il fallait financer ce « développement » (vraiment? non, car il n'y a pas eu de nouveaux moyens de production) pour faire d'EDF le premier électricien européen et mondial alors qu'il l'était déjà! Libéralisme et mégalomanie font toujours bon ménage pour « moderniser ».

Où a-t-on trouvé l'artiche? Élémentaire, my dear Watson. En violant la loi, on a vendu les immeubles d'EDF, lesquels appartenaient à la nation (7 milliards de francs), et on est devenu locataire de nos ex-locaux, baissant les amortissements pour gonfler les travaux et fournitures extérieurs (loyers). On a piqué illégalement dans les provisions, notamment celles qui représentent une dette vis-à-vis des générations futures (exemple provision pour démantèlement des centrales nucléaires) et qui pour cette raison doivent conserver leur valeur.

Or les investissements à l'étranger, souvent déficitaires (Light, Edenor) ou surévalués (Edison), ont perdu bien de leur valeur. Pour cacher la merde au chat, Brousse Lee a mis tout cela hors bilan, ce qui diminue le déficit et permet d'afficher des comptes assez positifs pour séduire les acheteurs d'actions EDF. Ce tour de passe est autorisé par l'adoption par anticipation des normes comptables américaines...

Rousse-lie a augmenté les tarifs qui baissaient depuis plus de dix ans, au nom de la thèse libérale suivant laquelle la concurrence fait chuter les prix. Brousse-lies s'est mis à emprunter (alors qu'avant on remboursait afin de préparer les investissements futurs) augmentant la dette de plus de 100 milliards de francs. Et la délinquance financière continua: il a reporté la charge des retraites sur l'assurance vieillesse et l'Agirc et l'Arco, moyennant une

soulte de 7 milliards d'euros (plus 2 pour GDF), dont l'entreprise n'a pas le moindre sou et pour laquelle il faudra emprunter (opération imposée par les normes comptables américaines qui font mettre au passif les engagements de retraite). Ce surendettement n'est pas innocent: il permet de réclamer l'ouverture du capital de l'entreprise pour reconstituer les fonds propres et avancer vers la privatisation. L'État ne pouvant sortir d'argent, seuls des apports privés permettraient de financer une entreprise qui le faisait seule quand elle était encore régie par la logique de l'intérêt général. Et, au passage, l'ouverture du capital permettra aux banques de palper de grosses commissions. Freud ne disait-il pas que l'argent est un substitut du caca...

Le palmarès financier étant déjà éloquent, passons au « management des ressources humaines » et à l'organisation. En six ans, on a eu droit à trois réformes de structures. Cela a permis de rétribuer grassement des cabinets-conseils genre Arthur Andersen, le banquier-roturier frauduleux de l'affaire ENRON. Ce fut la révolution permanente organisée par le disciple du trotskiste Jospin.

On est passé à une centralisation totale par laquelle l'empereur contrôlait tout et décidait de tout, tout en « mutualisant » les moyens pour faire des économies. On a divisé les investissements de formation par deux (avant notre génial gestionnaire, ils représentaient 13 % de la masse salariale), on a vendu écoles et centres de formation, on a fait appel à des cabinets privés sévissant dans la formation à la sauce libérale ou purement professionnelle.

On a changé trois fois d'équipe de direction, par ailleurs largement recrutée, à prix d'or et avec parachutes en platine, à l'extérieur dans le monde concurrentiel ou dans les réseaux proches des pouvoirs politiques et des médias. Ces changements ressemblent beaucoup à la méthode Staline: faire régner la peur de perdre son emploi pour obtenir la soumission. C'est

réussi.

Cet été, M. Raffarien a fait voter la loi d'ouverture du capital et de transformation d'EDF en société anonyme à capital majoritaire d'État. C'est le même coup que pour France Telecom... qui a vu perdre la majorité étatique par loi du 17 décembre 2003, malgré tous les engagements pris. M. Bruce-lee vient d'être remplacé par M. Gadonneix, ex-PDG de Gaz de France et libéral. Il ne lui restera plus qu'à gérer une entreprise en quasi-faillite si les comptes n'étaient pas trafiqués. Cela lui permettra de hurler à la catastrophe et de réclamer l'ouverture du capital la plus rapide possible en même temps qu'une nouvelle augmentation des tarifs malgré les cris des industriels... du privé!

Car la fiancée doit avoir une grosse dot pour le privé. Les tarifs, du reste, continueront de grimper et cela pour deux raisons. La première est qu'il va falloir remplacer les vieilles centrales nucléaires, donc soit emprunter encore soit disposer de capital privé qui réclamera 15 % de rentabilité comme partout ailleurs. La deuxième est que l'électricité a été transformée en marchandise quelconque faisant l'objet d'un marché dit « spot » (au coup par coup de l'état des besoins et de la production, l'électricité ne se stocke pas). Or, les producteurs ont alors intérêt à ne pas investir et même à organiser la pénurie comme on l'a vu en Californie récemment.

En effet, cela fait augmenter les prix et ils se mettent dans la poche la différence entre des coûts de production assez stables et des prix de vente de plus en plus spéculatifs. Pour les empêcher, les gouvernements mettent en place des autorités de régulation, lesquelles interviennent comme les carabiniers et ne peuvent sanctionner.

Et quel plaisir d'entendre qu'un service public qui se régulate lui-même en faveur de l'intérêt général doit être surveillé et réglementé par une administration supplémentaire. Qui dit qu'il faut moins d'État?

Malgré tout, il restera quelque chose du service public: les multiples taxes qui nourrissent toutes les collectivités publiques et qui font qu'à Paris on paye 35 % de taxes sur les consommations d'électricité.

J. L.



CFDT



Quarante bougies et quelques murmures

LA CFDT FÊTE ces temps-ci ses quarante ans presque en catimini. Née le 6 novembre 1964, d'une transformation majoritaire de la CFTC, la CFDT est la seconde organisation en nombre de voix aux dernières élections prud'homales de décembre 2002, 25 % derrière la CGT (32 %). Elle se flatte même d'avoir près de 900 000 syndiqués.

Or ce chiffre de 900 000 n'est qu'une abstraction comptable, une règle interne CFDT indique que huit mois de cotisations versées génèrent arithmétiquement un adhérent.

Cette correction, fondée dans le passé, est rendue aujourd'hui obsolète par le prélèvement automatique des cotisations: un adhérent doit correspondre plutôt à un versement de onze mois de cotisations. Ce qui fait tomber le chiffre des adhérents à 650 000 environ.

Pour continuer dans la querelle de chiffres, la direction de la CFDT estime officiellement avoir subi 15 383 (!) démissions suite au conflit des retraites de 2003 où son secrétaire général Chêrèque avait fait allégeance au gouvernement. Au plus fort de la tourmente, l'opposition avançait le chiffre ambitieux de 100 000 départs.

Officieusement, l'ex-centrale autogestionnaire admet près de 30 000 départs. Et, tout dernièrement devant la presse, Jacky Bontemp, haut responsable CFDT évoquait « près de 10 % des prélèvements automatiques interrompus » mais qui sont uniquement dus, sans rire, « aux réalités sociales, et certains n'ont plus les moyens de payer ». À la vue de ces quelques chiffres, les départs de la CFDT dus, à son attitude lors des grèves sur les retraites et lors du conflit des intermittents se situeraient dans une fourchette raisonnable de 30 000 à 65 000 départs.

Au cours de ces deux années 2003, 2004, de nombreux syndicats et sections syndicales ont organisé des assemblées générales et congrès extraordinaires, suivis de départs col-

lectifs vers essentiellement la CGT, la FSU, Solidaires-Sud.

Et, en ce moment, c'est le secteur CFDT des banques qui bouillonne. En matière de concession, Chêrèque a décidé de se débarrasser de deux fusibles (!): Trogrlic, chargé des relations internationales et européennes, et Jalmain, numéro deux de la CFDT en charge de l'action revendicative, négociateur de trois fameux accords (Pare en 2001, convention Unedic en 2002, intermittent 2003).

Bien sûr, dans toutes les récentes élections professionnelles, la CFDT perd des points, les voix perdues étant récupérées en gros par la CGT et Solidaires.

Mais en fait, le paysage syndical n'évolue guère.

L'UNSA syndiquant en gros les matons, les flics et les enseignants de l'ex-FEN était en quête d'une représentativité syndicale nationale dans le privé, s'est fait débouter par le Conseil d'Etat. Quant à Solidaires-Sud, c'est dans la fonction publique qu'elle chercherait à obtenir la représentativité nationale. En effet, seules cinq centrales sont jugées par l'Etat représentatives au plan national ce sont: la CGT, la CFDT, FO, la CFTC et la CFE-CGC. Tout autre syndicat doit prouver sa représentativité, s'il le souhaite, devant la justice autrement dit se lancer dans une bataille juridique, statutaire, paperassière guère enrichissante.

L'heure étant à la morosité, revient sur le tapis la rumeur, chronique, d'une recombinaison syndicale, dont on peut bien se demander en quoi elle pourrait être mobilisatrice et offensive, vu le peu d'énergie développée par les centrales syndicales représentatives lors du conflit de l'assurance maladie, ce printemps.

Jimma

Pour suivre les départs cfdtistes un site: <http://syndicalismes-en-debat.net/depart/indexd.php>

Bieuzy-les-Eaux nous a offert, cette année, un cru exceptionnel. Cette rencontre des premiers jours d'octobre 2004 offrait aux participants un véritable nectar. S'il ne conférait pas l'immortalité, il y faisait penser par son thème, la vieillesse. Sujet rarement abordé dans les discussions militantes et auquel se combinaient d'autres événements tout aussi rares : une figure tutélaire, l'écrivain chinois Pa Kin, dont on célébrera bientôt le centenaire ; un public, des hommes et des femmes avec ou sans étiquette politique ; et des conférenciers qui se sont surpassés.

Matthew Salem

SANS DOUTE, LA POPULATION VIEILLIT, et l'on comprend que beaucoup d'auditeurs (et d'orateurs!) se soient sentis concernés. Les pessimistes verront peut-être aussi un autre phénomène : les exigences d'une économie qui se dit libérale ruinant les liens interpersonnels qui sont dissous par les exigences de cette même économie qui trouve avantageux de cibler les consommateurs par tranches d'âge. En effet, durant les années de prospérité, les individus pouvaient espérer changer leur statut social par une certaine ascension ; les démocraties se flattaient ainsi de ne pas enfermer les gens dans une caste à laquelle ils appartenaient dès la naissance et pour le restant de leur vie.

Désormais, au nouvel ordre social fondé sur la couleur de la peau et l'origine ethnique de la société de consommation s'ajoute un communautarisme purement statistique et catégoriel, celui de l'âge.

En effet, le baby-boom des années 60 avait ouvert l'appétit des marchands, qui créèrent le phénomène jeunesse – notamment par la mode et la musique. Puis, les revendications liées à la libération sexuelle et au choix d'une identité ont suscité leurs institutions propres : associations, librairies et commerces. Il est à craindre que le papy-boom ne devienne le fonds de commerce pour les clubs du troisième âge, les revues spécialisées, les agences de voyage ou de l'immobilier qui vont labelliser cette catégorie de personnes dans le qualificatif pseudo-prestigieux de « senior » et l'enfermer dans un ghetto.

Mais, pour en bénéficier, les doyens et doyennes devront adopter un look faussement jeune et surtout disposer d'un portefeuille approprié ; sinon, on les rangera parmi les vieux fossiles.

On n'examinera pas ici tous les thèmes abordés, en particulier les témoignages personnels, notamment le très beau texte de Marie-Christine Mikhaïlo, lu par la comédienne Loïca : les mots manqueraient de pudeur s'ils voulaient se substituer au vécu

d'une émotion partagée par tous, jeunes et vieux. De même, les contes de Françoise Frédérique, les perles offertes par Arthur Thoucour sur les vieux fous et les vieux sages, le projet de Jean-Marc Raynaud pour la création d'un espace pertinent, la table ronde avec Roger-Henri Guérard, expriment des moments intenses, où une fois de plus le langage du cœur se révèle intraduisible.

Comment révéler la remarquable interprétation du texte de Gaston Couté, *Les Maîtres et le mauvais gâs*, par la Compagnie Arludie ?

Beaucoup de spectateurs n'oublieront jamais la performance de Lucien Seroux qui servit d'annonce à la soirée. Quant aux plus jeunes, car il y en avait, ils dansèrent toute une belle nuit au son du djembé.

Ce vécu inénarrable des journées de Bieuzy fait toute la différence entre un colloque et une rencontre. Sans doute, dans les coulisses des conférences, les retrouvailles interpersonnelles jouent un rôle irremplaçable. Dans nos milieux, il y a toujours place pour des repas conviviaux et chantants, des moments ludiques, pour les heures de vérité d'un affrontement ou d'un spectacle. Mais il est rare que sur l'estrade des orateurs se vive en termes aussi limpides le théâtre du quotidien de ces personnes que l'on dit pudiquement « d'un certain âge ».

Car les idées ne manquent pas : puisse pour une fois le compte rendu est dithyrambique, répercutons à qui veut bien l'entendre ce commentaire de deux enseignants de passage : « Les conférences étaient du niveau du Collège de France. » Rien que ça !

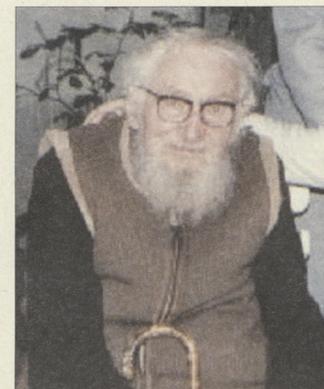
C'est d'abord le statut social de la vieillesse qui scandalise, ce que Suzanne Weber nomme l'« âgisme », qui est à la fois l'image que la société projette sur l'individu à partir d'un certain moment de sa vie, les pressions sociales qu'elle lui fait subir et l'idéal qu'elle lui impose. La personne d'un âge avancé se trouve souvent soumise à un chantage affectif, psychologique, financier aussi, qui peut même entraîner un sentiment de culpabilité.¹

Vieillir sans entraves

6^{es} rencontres de Bieuzy-les-Eaux



Robyn Douglas



Eugène Bizeau
à 104 ans,
le 11 août 1987

Ou encore, comme l'explique Jean-Jacques Gandini, on la maintient artificiellement en vie contre son gré, comme c'est le cas de Pa Kin, victime de l'acharnement thérapeutique.

La dynamique intérieure personnelle est tout aussi cruciale. Espérance, naïveté, lassitude laissent croire que la vieillesse est l'âge du repos, de la retraite, de l'assagissement, peut-être de la sagesse.

Chimère, estime Roger Dadoun, qui perçoit le crépuscule de la vie comme un « âge agonique » (du grec *agon*, « combat », mais aussi « jeux »), une saison de lutte incessante, au croisement de multiples violences : violence du temps comme tel, qui est l'irréparable même, avec son terrifiant horizon, la mort ; violence du corps, affecté de troubles, déficits, impotences ; violence de la société, qui ne tolère pas les improductifs ; violence de l'âme, harcelée, dans une solitude croissante, de souvenirs, remords, ruminations qui rongent.

Contre ces images d'une vieillesse « blason de pertes », Roger Dadoun dresse une galerie de portraits d'octogénaires auxquels le grand âge a donné une nouvelle vigueur et une extraordinaire liberté de création, tels, parmi bien d'autres, un Freud inventeur de la psychanalyse, un Duchamp inventeur de l'art moderne. D'autres créateurs et formes de pensée sont mis en avant : la Bible, avec l'emblématique poème de Hugo, *Booz endormi*, le bouddhisme, le *Roi Lear* de Shakespeare, le *Faust* de Goethe.

S'appuyant aussi bien sur un « originaire » paléontologique du grand âge que sur l'époustouflant texte utopique de Fourier, *le Nouveau Monde amoureux*, Roger Dadoun propose une entrée « agonique » (combative et ludique) du grand âge sur la scène de l'histoire, pour un nouvel âge de la civilisation sous le signe de l'« éros éternel ».

Autre figure de la vieillesse, celle de Caton, à travers laquelle Cicéron ponctue « une tradition hostile à la jouissance du

corps, qui voit en lui et en elle une entrave à l'exercice de l'esprit ».²

René Schérer dénonce cet enseignement qui invite à jouir le moins possible ; si « la philosophie est l'apanage des vieillards », « philosophe consiste, dès la jeunesse, à s'anticiper comme déjà vieux ». Il oppose la perspective d'un Fourier, préoccupé par la satisfaction de la vieillesse. Celui-ci ne veut point d'une société niveleuse et qui impose son dispositif normatif ; il mélange les âges, multiplie les agencements de la sexualité et remet en cause l'amour. Celui-ci n'est pas une entité monolithique, inanalysable ; c'est un sentiment à la fois, décomposable et composable, c'est-à-dire « qu'il peut être induit en s'associant à d'autres passions ».

Comme le suggère Claire Auzias, « créons des phalanstères de vieillards rieurs, qui inventeront d'autres avenir pour le monde. Et pour mot de la fin, qu'on me permette d'évoquer l'ouvrage qui, jadis, avait fait tant de bruit, *le Droit à la paresse*, écrit par Paul Lafargue. Il semble qu'aujourd'hui où la jouissance est refusée aux anciens un autre cri s'impose, celui du *Droit à la caresse* ».³

À signaler que les textes des conférences de Bieuzy-les-Eaux sont sur le site Recherche sur l'anarchisme.

1. Aux États-Unis, les assurances médicales invitent les médecins à expliquer à leurs patients que, « à partir d'un certain âge, il ne faut plus s'attendre à des miracles ». Ainsi peuvent-elles espérer réduire les remboursements de traitements coûteux.

2. De *Senectute* (De la vieillesse).

3. On pourra retrouver plusieurs des textes sur le site Recherche sur l'anarchisme <http://raforum.apinc.org>

La guerre déclarée au royaume des anges

La religion, instrument d'oppression aux mains de quelques manipulateurs de cerveaux, porte en elle, dans certains sectes prônant l'obéissance aux puissances divines, les fondement d'une société autoritaire totalitaire.

« **AFRIQUE! RÉVEILLE-TOI** », clame l'affiche. Au centre de celle-ci, la photo d'un Africain enfermé dans une prison, prise de l'extérieur, laissant voir le visage du prisonnier par la fenêtre en forme de croix chrétienne de la cellule. Une croix faite de barreaux, en somme, avec le slogan: « Fabriqué par le Vatican ». Sous la photo, en grosses lettres: « La seule vraie décolonisation spirituelle possible pour les Noirs chrétiens: apostasier! » (c'est-à-dire, renoncer à sa religion). L'affiche, vue à Toulon, annonce une « conférence de l'écrivain Kayemb "Uriël" Nawej; le "Nlongi" du Kongo ». Conférence du 26 juin à Paris. Signataires: Raël.org et Apostasie.org. La guerre est donc déclarée entre le gourou Claude Vorhilon et le gourou Karol Wojtyła – tous deux de blanc vêtus – alias respectivement « Raël » et « Jean-Paul Deux » pour leurs adeptes.

L'affiche en question était placardée près de mon domicile. Avant de l'arracher, j'ai pris soin de scrupuleusement la décrire et de tout recopier fidèlement sur mon carnet, mot pour mot, vêtu de ma tenue de combat: cagoule noire et nez rouge qui dépasse de la cagoule. Bon, je ne garantis pas la tenue, c'est pour la mise en scène; n'empêche – là est l'essentiel –, tout le reste est vrai. Si une conférence raélienne sur Paris est affichée à Toulon, c'est que c'est assurément le cas dans d'autres villes aussi. Nombre d'entre vous ont dû l'apercevoir.

Cette affiche raélienne anticatholique n'est pas une première. Le 1^{er} mai dernier, je me souviens avoir vu une affiche antipape signée Raël.org aussi. La lutte contre le catholicisme est un des axes de la propagande raélienne: dénonciation des crimes du Vatican, de la pédophilie de certains prêtres, campagnes de débaptisation, etc. Il faut bien discréditer ses concurrents. Les maîtres de l'irrationnel et de l'aliénation spirituelle se bousculent aux portes de nos cerveaux. L'Église catholique est toujours là, l'islam fait son chemin (le prédicateur Tarik Ramadan hypnotisant les altermondialistes et les Casseurs de pub avec leur complaisance en squattant leurs colloques et conférences), les scientologues marquent des points (Tom Cruise – star hollywoodienne et porte-drapeau de la scientologie – a été reçu par

Nicolas Sarkozy en septembre), etc. Sale temps pour les mécréants, athées et rationalistes qui préfèrent penser plutôt que croire.

Il n'est pas question ici de prendre position pour les uns ou pour les autres. Raël ou Jésus? C'est bel et bien calotte blanche et blanche calotte! Le truc qui me fout en rogne là-dedans, c'est la phraséologie raélienne anticatho qui cherche à semer la confusion afin de mieux tromper et illusionner ceux dont ils cherchent à faire de futurs adeptes. Comme les nationalistes-révolutionnaires le font avec leurs slogans anticapitalistes – plagiats de slogans contestataires anars ou d'extrême gauche. Derrière ces manipulations: le fascisme. Fascisme véritable comme celui des nationalistes-révolutionnaires, avec la représentation d'un banquier aux allures de caricature du juif représenté par l'État pétainiste des années 1940 (vu sur un autocollant); fascisme élitiste raélien.

Raël: aussi con que la Bible

Si les raéliens s'en prennent ainsi aux papophiles, c'est pour une banale histoire de concurrence. Les Raël et Jésus prennent racine dans le même terreau: l'ignorance, le refus de penser, pour croire la parole du prophète, que ce dernier soit autoproclamé et contemporain comme Raël, ou imaginaire et bimillénaire comme Jésus. Un « dieu créateur de l'homme » « à son image » (dieu n'est pas une femme) ou des extraterrestres (les « élohims ») créateurs de l'humanité dans leurs laboratoires en trafiquant le patrimoine génétique de pauvres australopithèques (Lucie ne méritait pas ça), quel scénario préférez-vous? Arche de Noé, soucoupes volantes? Aussi affligent l'un que l'autre.

Raël, secte fasciste

Le symbole raélien représentait dans sa première forme une svastika incluse dans une étoile de David. Mélanger ce qui sera lu comme une sorte de fusion des emblèmes du nazisme et du judaïsme, je vous laisse cogiter sur ce concept... La croix gammée – car une svastika, quel que soit son sens, sera toujours interprétée comme telle – a été depuis stylisée et ressemble désormais à un genre de spirale. On corrige légèrement l'emballage, n'empêche, ce qu'il y a à l'intérieur est tou-





jours de la merde couleur brune et gravement nauséabonde.

La société imaginée par les raéliens tient vraiment du fascisme, et croyez bien que je ne suis pas du style à employer ce terme à la légère. Certes, Raël ne parle pas de « race supérieure ». La société raélienne est totalitaire, mais ne fonde pas son totalitarisme sur une base raciale, mais génétique. C'est la « génocratie » : le pouvoir est accaparé par les « génies », au détriment, bien sûr, du commun des mortels. Le droit de vote sera accordé aux personnes ayant un QI supérieur de 10 % à la moyenne, les dirigeants, eux, devront dépasser le QI lambda de 50 %. Des « génies » qui dirigent, élus par des « génies » de moindre envergure, et des dominés : déjà, ça pue comme modèle de société. Il n'y manquait plus que les esclaves. Ils figurent en bonne place au tableau du monde « génocrate ».

Le clone, substitut de l'esclave africain

Les raéliens font preuve d'un cynisme révoltant en faisant semblant au travers de l'affiche en question de se soucier du sort des Africains, alors que leur « société » est basée sur ce que l'Afrique a connu de pire dans son histoire tragique : l'esclavage. Les raéliens sont des partisans du clonage humain, et ce pour deux raisons :

1° Fabriquer des corps de réserve afin d'y transférer l'âme des « génies » qui sont ainsi censés accéder à l'immortalité. Ici « l'âme » ne monte pas au ciel, elle est téléchargée dans un clone.

2° Fabriquer des « robots biologiques » : êtres humains clonés pour devenir des esclaves tant domestiques que sexuels au service des « génies ».

Derrière le côté science-fiction à deux balles mal digérée se cache le principe de sous-humanité déshumanisée. Les esclaves sont tout justes biologiques (donc vivants), mais sont des robots (des machines). Dans le monde des « élohims », exploiter, battre, violer, assassiner et se débarrasser du corps d'un esclave ne sera pas plus grave que de jeter un tas de ferraille usagée à la décharge.

En attendant ces heureux jours, Raël s'est entouré d'un harem d'« anges » (dites « anges de Raël ») – toutes des jeunes femmes – ayant prêté le serment de réserver leur sexualité

exclusivement aux élohims et – ça alors ! – à leur prophète sur Terre. Esclavage, phallocratie, domination d'une élite, on peut s'arrêter là, ça suffit pour voir – derrière ce qui semble être un genre de hippy illuminé « soucoupiste » et amateur de courses automobiles qui ne se prend pas trop au sérieux – la crapule finie.

Méfions-nous des ennemis de nos ennemis

Cet exemple nous montre (et il en existe bien d'autres) que mon ennemi et l'ennemi de mon ennemi s'avèrent souvent être aussi détestables l'un que l'autre. Combattre une ordure ne fait pas forcément de vous un camarade. Les tyrans, les escrocs et les exploitateurs se bouffent par moments la gueule entre eux : SA contre SS, Le Pen contre Mégret, Sarkozy contre Chirac, Trotsky contre Staline, Medef contre Raffarin, Caca Cola contre Pepsi Colique, etc. Tous les ambitieux ne seront pas pape, président ou baron. Il ne peut y avoir qu'un seul « chef suprême », le prétendant en trop doit dégager d'une manière ou d'une autre. La population, elle (il serait temps qu'elle s'en rende compte), n'a pas à choisir qui aura le droit de la tyranniser. Ce n'est pas notre lutte que de sélectionner le prédateur qui nous dévorera. Ce qu'il nous faut, à nous, êtres humains, c'est « plus de chefs du tout ». Spirituel, temporel ou patronal, on n'en veut plus !

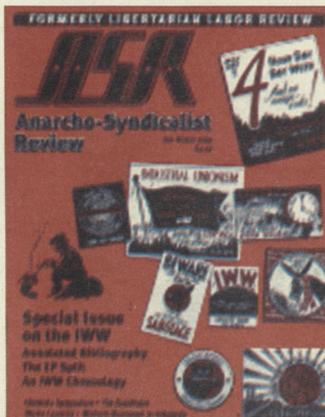
Sans chefs, ni patrons, nous pourrions enfin vivre libres. Et la vie, c'est sur Terre qu'on veut l'apprécier, pas au paradis, pas plus chez les élohims. Enlevez les patrons et les chefs de la surface du globe, et les prêtres de toutes croyances – devenus inutiles – disparaîtront. En effet, leur rôle étant d'assurer la domination des classes dirigeantes en détournant l'esprit de révolte en ferveur religieuse, si ces classes anthropophages disparaissent, si les gens arrivent à vivre libre « ici et maintenant », il n'y aura plus grand monde pour s'accrocher à l'espoir irrationnel d'un au-delà mirifique.

Heureux ces temps à venir où les prêtres et les dominants ne se trouveront quasiment plus que dans les musées, à l'état de fossiles, de momies desséchées et de restes trempant dans des bocaux remplis de formol.

Olivier

groupe Nada, Toulon

Anarcho-Syndicalist Review



AU BEAU MILIEU du « marasme politique des États-Unis », il existe quelques rarissimes revues et journaux qui présentent un point de vue réellement anarchiste sur les questions de société. La revue présentée aujourd'hui est une de ces publications qui font du bien au paysage alternatif moyen outre-Atlantique, en exprimant des préoccupations sociales de façon particulièrement intéressante et vivante (tous les propos cités sont de Jon Bekken, l'administrateur du magazine).

Comme son nom l'indique, *Anarcho-Syndicalist Review* (ASR) est une publication anarcho-syndicaliste américaine, une des rares, sinon la seule, dans ce champ particulier de la lutte sociale. L'équipe travaille en collaboration avec le syndicat révolutionnaire IWW (Industrial Workers of the World), puisqu'une grande partie des membres de l'équipe éditoriale ainsi que les gens qui écrivent dans ASR sont des militants des IWW.

Bien que le journal n'ait pas été créé pour être une émanation directe du syndicat (c'est le rôle de *Industrial Worker*, leur mensuel), leurs positions les rapprochent nécessairement. Les principes adoptés par la revue sont ceux du congrès de Berlin de l'Association internationale des travailleurs, tenu en décembre 1922. Cependant, ASR remplit une fonction bien différente du mensuel *Industrial Worker*. Les articles présentés sont le plus souvent des analyses de fond de la situation nationale ou internationale, ou des articles très approfondis sur le syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis, le monde du travail en général, ou encore des décryptages de textes de loi sur le temps partiel, les heures supplémentaires, etc.

Celles et ceux qui s'occupent de ASR sont des militants aguerris, au départ syndicalistes bien entendu. Mais comme les IWW sont « révolutionnaires certes, mais pas anarchistes, vu qu'on y trouve même des marxistes », quelques militants ont ressenti au début des années 1980 le besoin de créer une voix révolutionnaire spécifiquement anarchiste.

Ainsi est né le collectif éditorial de la revue, qui pendant plusieurs années, a publié une feuille d'information anarcho-syndicaliste

avant de se lancer dans un projet plus ambitieux.

Les membres fondateurs ont choisi de donner le jour à ASR le 1^{er} mai 1986, à Chicago (Illinois), cent ans après les événements de Haymarket qui ont si fortement marqué le militantisme aux États-Unis. Au départ, la revue ne s'appelait pas du tout ASR mais *Libertarian Labor Review* (Revue libertaire du monde du travail). À l'époque, une série de conférences organisées par des anars et par les IWW avait donné l'espoir de former des groupes anarcho-syndicalistes solides dans la ville. Le projet s'est donc développé en même temps que les IWW, en harmonie avec le syndicat.

Depuis 2003, Jon Bekken vit à Philadelphie, en Pennsylvanie, alors que les autres membres de la revue sont dispersés à travers le pays, ce qui ne facilite pas leurs rencontres (aux États-Unis, forcément, les distances sont légèrement plus longues qu'en France). Cependant, le magazine survit plutôt bien. Il pourrait même être dynamisé par sa nouvelle implantation administrative à Philadelphie. Cette ville a non seulement un fort passé anarchiste mais, aujourd'hui, elle possède deux centres communautaires anars (l'un est encore en construction), et une librairie anarchiste au centre-ville, ouverte de dix à douze heures par jour, sept jours sur sept, avec une clientèle nombreuse et variée.

Par ailleurs, les IWW ont pris leurs quartiers dans la même ville dès 2000, renouant avec une longue tradition de ce syndicat (de 1913 à 1923, tous les dockers y étaient syndiqués) et une intense tradition anarchiste qui date de la fin du XIX^e siècle. ASR et IWW collaborent autant que possible, par des conférences, des rassemblements, des événements au centre communautaire, etc.

Pour nous qui ne connaissons pas bien les mouvements anarchistes aux États-Unis, n'en déplaise aux universitaires de tout poil qui lisent le *Monde libertaire*, ASR est une source précieuse d'informations et d'analyses, et une preuve vivante qu'en dépit des idées reçues, il existe là-bas des anarchistes convaincus et très actifs... Vive l'internationale!

Mixité dans les quartiers populaires

Enjeu ou injonction ?

Horia Kebabza

LES EXPÉRIENCES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX convergent dans le même sens ; les garçons, en investissant fortement certains lieux, équipements ou dispositifs, écartent toute possibilité de présence féminine. En conséquence, la non-mixité nous montre l'importance de réfléchir à des espaces d'où les jeunes filles ne se sentent pas exclues, de fait, par une présence masculine.

La relative invisibilité – subie ou choisie – des jeunes filles, en tout cas leur place minorée, permet de mettre en évidence l'écart, ou le chemin encore à parcourir entre l'idéal égalitaire et les comportements. L'observation des pratiques de mixité ou de non-mixité au sein des espaces publics permet d'en comprendre les enjeux, parfois contradictoires, et de les mettre en relation avec la question de l'égalité.

Existerait-il une non-mixité « acceptable » de fait, celle des cours de récréation, des stades, des sections scolaires fortement sexuées (comme les sections mécanique auto, ou secrétariat) et une autre non-mixité « intolérable », celle qui s'expose aujourd'hui dans les quartiers populaires ?

Un des paradoxes du récent débat autour de la mixité, notamment scolaire, tient au fait que cette dernière n'est plus considérée comme une étape vers l'égalité des sexes, à contre-courant d'une transformation historique et d'une revendication pour la mixité dans les classes, qui a accompagné le succès scolaire des filles.

On postule ainsi que la mixité serait l'occasion pour certains garçons de commettre des actes sexistes, en tout cas la mixité ne ferait rien pour arranger les choses. Il apparaît donc urgent de « sauver les filles » d'une mixité qui les contraint, voire les opprime.

Pour exemple, à Toulouse, l'administration fait des demandes particulières de débats non mixtes au sujet des relations filles-garçons et de la sexualité, dans les lycées des quartiers « prioritaires » ou « sensibles ». Les garçons étant perçus comme violents, les filles doivent en être protégées.

Pourtant, plusieurs expériences éducatives menées dans ces lycées, ou dans des clubs de prévention interrogent quant à la non-mixité des interventions. En effet, elle semble avoir moins d'intérêt quand les filles se connaissent entre elles, sont du même quartier et font peser les unes sur les autres le poids de la norme et des injonctions de genre. Les filles sont contraintes, par le jeu des réputations, de donner une image irréprochable aux autres, c'est-à-dire celle d'une jeune fille sérieuse et vierge. Leurs réactions, y compris dans les groupes non mixtes, dénotent une norme où le plaisir féminin est largement imprégné d'une connotation négative. Elles se distinguent entre « sérieuses » et « salopes », réactivant ainsi le clivage et la catégorisation des filles par les garçons.

Le deuxième enjeu est contenu dans le fait qu'engager une réflexion sur la mixité dans les quartiers aujourd'hui, c'est tenter de mettre à jour les contradictions entre une manière de penser l'égalité des sexes, la mixité étant perçue comme un gage, ou en tout cas comme un premier pas vers l'égalité, et la production-reproduction des stéréotypes de genre.

Les politiques en direction des « jeunes », souvent androcentriques, ont oublié de prendre en compte les relations de genre, alors que l'adolescence est un moment de la vie où les identités sexuées et sexuelles sont particulièrement complexes ; la mixité pouvant jouer comme activateur des désirs sexuels. Or, force est de constater aujourd'hui que les relations filles-garçons se sont durcies dans les quartiers populaires, durcissement qui s'accompagne d'un certain recul de la mixité et d'une difficulté d'accomplissement sexuel ou amoureux.

Le recul de la mixité nous apparaît problématique car il constitue un frein à l'égalité des sexes, et par un effet d'entraînement est générateur de violences sexistes. Mais considérer les choses sous cet angle c'est oublier que la non-mixité est le résultat de ces violences, et non son origine.





En parallèle d'une réflexion sur la mixité, des espaces sexuellement non mixtes et socialement mixtes ne sont-ils pas à inventer afin de permettre aux filles la découverte de l'altérité, et par conséquent l'accès à une autonomie plus grande? Car, en effet, l'expérience, le vécu « hors quartier » leur apparaît comme la porte de sortie la plus probable, celle qui ouvre d'autres horizons, qui permet d'échapper aux conditions d'existence dans les quartiers. En bousculant les représentations, l'altérité permet de dissocier le quartier et l'ailleurs:

« J'm'aperçois qu'y a autre chose que le quartier, qu'y a une vie aussi autour, tu vois, qu'y a des gens, qu'y a j'sais pas, tout un autre milieu quoi, des étudiants, j'sais pas, d'autres milieux tu vois, et que j'ai besoin de tout ça pour ensuite pour me dire que je suis une adulte tu vois. » (Fatima).

Genre et politiques sociales : le véritable enjeu ?

Dans les quartiers d'habitat social, la politique de la ville et certains de ses dispositifs ont renforcé le clivage privé-public entre filles et garçons et ont contribué à pérenniser les stéréotypes de genre: activités « du dedans » pour les filles, faisant appel à leur prétendue nature féminine, activités « du dehors » pour des garçons dont il faut canaliser les pulsions agressives, notamment par le sport. Les pratiques différenciées induites par ces politiques publiques ont renforcé l'occupation non mixte de l'espace. En outre, si les filles subissent des contraintes, par leur père, leur petit ami, ou par leurs frères, les politiques publiques en ont institutionnalisé le nouveau rôle: les fameux « grands frères » qui participent eux aussi à la reproduction des rôles de genre et contribuent à maintenir les discriminations faites aux femmes. Demander aux habitant.e.s de réguler l'espace public à partir de compétences du privé, a produit un effet désastreux en termes de rapports sociaux de sexe et, par-delà, de violences faites aux filles.

Si les jeunes filles réclament aujourd'hui des activités spécifiques et non mixtes, c'est

qu'elles ont eu l'impression d'être délaissées. Mais ce qu'elles réclament avant tout, ce sont des lieux de parole et d'écoute car il n'existe pas d'espaces pour nommer leur vie, dont les violences sexistes font partie.

Car l'invisibilité et l'isolement des filles sont entérinés par le fait que les associations de femmes adultes ne sont pas des espaces pertinents pour elles, leurs réalités sont différentes et masquent leur spécificité. Aussi, la prise en considération, dans une approche de genre, des besoins des filles autrement que comme « pacificatrices » du groupe des garçons, et la redéfinition simultanée de ceux des garçons, représente aujourd'hui un enjeu majeur dans l'élaboration des politiques publiques.

Contre les effets pervers de ces politiques et des conditions de vie dans les quartiers, c'est faire en sorte que garçons et filles comprennent ce qui les oppose ou les rassemble, et prennent conscience de ce dont, les uns et les autres, sont victimes ou porteurs. L'enjeu consiste non seulement à « re-connaître » les violences subies par les filles, mais aussi de comprendre leur degré de « tolérance » à la violence, face à notre propre « intolérance » à ces mêmes violences.

Il s'agit également de réfléchir au nécessaire affranchissement de ces jeunes hommes d'une injonction à la virilité obligatoire, liée à leurs statuts d'hommes des milieux populaires, souvent d'origine immigrée, dont la force de travail – en opposition à celle de leurs pères – est largement dévaluée. Ajoutons que pour certains, cette prescription virile est source de souffrances et les oblige à une certaine « schizophrénie », quand d'autres laissent entendre à demi-mot qu'ils n'ont rien à y gagner.

Les espaces publics des quartiers sont appropriés et utilisés par les individus, souvent regroupés par sexe et par âge. Vecteurs et lieux de la sociabilité au quotidien et du processus de reconnaissance mutuelle, ils contribuent ainsi à la construction d'une identité sociale et d'un sentiment d'appartenance pour ses habitant.e.s.

La sortie des femmes dans l'espace public

des quartiers semble s'opérer au prix d'une relative transformation de cet espace en un prolongement de l'espace domestique, où les hommes se sentent autorisés à « protéger » les filles. Ils rappellent que l'espace public est construit socialement comme un espace dangereux pour les femmes, cela vient légitimer leur surveillance et le contrôle de leur sexualité. Ces espaces de proximité ne constituent donc pas des espaces publics à part entière puisque le contrôle permanent sur les filles, la menace incessante que représentent la rumeur et la réputation, sont autant de contraintes qui ne permettent pas au féminin d'apparaître et de prendre pleinement place dans la sphère publique.

Et si, pour la majorité des jeunes hommes des quartiers populaires, le prix à payer pour « lâcher » la virilité paraît encore trop élevé, il apparaît peu probable qu'ils parviennent à l'investir dans la sphère du travail.

Dès lors, ils l'exposent de manière outrancière car ils ne possèdent pas de ressources suffisantes pour l'aménager de manière moins manifeste, comme d'autres groupes qui déplacent la primauté du masculin vers d'autres sphères.

Ainsi, la différence avec d'autres catégories sociales où le clivage masculin-féminin est moins accentué, tend à creuser l'écart entre ces quartiers de tous les dangers, habités par des nouveaux « barbares » et le reste de la société; où pourtant, l'arrivée de femmes dans l'espace public et davantage de mixité n'ont pas induit de facto, malgré de belles avancées, une égalisation des situations des hommes et des femmes dans la famille, à l'école, au travail ou dans la vie politique.

Favoriser la mixité, c'est travailler sur les stéréotypes de genre, c'est donc encourager l'égalité des sexes, mais cela ne résout rien de la ségrégation sociale et spatiale que subissent les habitant.e.s des quartiers d'habitat social. Ségrégation qui conforte un fonctionnement « néo-communautaire et villageois » et certains types de sociabilités qui renforcent à leur tour les phénomènes de ségrégation sexuée. H. K.

hk@abrig.org

Les monologues du vagin

Elisabeth Claude

EN INTERVIEWANT plus de 200 femmes, de tous âges, de toutes conditions et de plusieurs pays, Eve Ensler a réussi à faire émerger ce vagin si ignoré et pourtant si important. Les paroles de toutes ces femmes montrent combien sa découverte, son usage peuvent être différents de l'une à l'autre. Source de plaisir pour l'une, il sera objet de peur pour l'autre. Au cours de l'accouchement, il se transforme : « timide caverne sexuelle, il devient tunnel archéologique, vaisseau sacré, canal vénitien, puits profond au fond duquel était niché un minuscule enfant qui attendait d'être secouru [...], un gigantesque cœur rouge qui battait ».

De l'apprentissage de la sexualité à la maternité, du machisme ambiant à la liberté amoureuse, ces femmes nous confient à la fois leurs sensations, leurs traumatismes, leurs aspirations, leurs angoisses et leurs joies, parfois les plus intimes. Oser l'épanouissement, qu'il soit physique ou intellectuel, oser se connaître, se reconnaître en tant que corps, en tant qu'être sensuel, sensible. Sans tabou et sans gêne, avec des mots crus mais sans vulgarité.

Hélas, le vagin est aussi le lieu de souffrances terribles, liées aux violences sexistes. Les violences faites aux femmes peuvent être nommées (meurtres, viols, insultes, excisions, infibulations, stérilisations forcées, grossesses imposées, etc.) et, parfois, quoique pas suffisamment, comptabilisées. Mais qui dira la souffrance, l'humiliation, la perte de confiance en soi, la honte, la colère, le mutisme et tous les sentiments que ressentent les femmes qui les subissent ?

Le témoignage, dédié aux femmes binationales, *Mon vagin, mon village* peut faire comprendre à celui ou celle qui le lit ou qui l'écoute ce que ressent une femme violée :

« Mon vagin village vivant humide irrigué. Ils l'ont envahi. Charcuté puis incendié. Je n'y touche plus maintenant. Je ne lui rends plus visite. J'habite ailleurs, maintenant. Je ne sais pas où. »

Lire les textes : ils ont été publiés aux éditions Balland, en 1999 (12 euros).

Écouter les textes : ils ont déjà été joués et adaptés au théâtre à plusieurs reprises et dans plusieurs pays.

Aux États-Unis, cette œuvre-manifeste a rapidement gagné le soutien de grandes

vedettes de l'écran. Cate Blanchett, Oprah Winfrey, Whoopi Goldberg, chacune a prêté sa voix aux textes à la fois sulfureux, novateurs, grinçants et toujours profondément émouvants d'Eve Ensler. Elles l'ont fait dans le cadre du mouvement V-Day, qui a lancé la pièce comme outil de sensibilisation et de mobilisation pour éliminer les violences faites aux femmes et aux filles.

Actuellement, à Paris, on peut voir une adaptation de Dominique Deschamps, avec une mise en scène d'Isabelle Ratier. Les interprètes sont Alexandre Kazan, Andréa Ferréol, Maimouna Geye. Petit Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, 75009 Paris. Métro : Trinité. Réservations au téléphone : 01 42 80 01 81. Du mardi au samedi à 19 h, le dimanche à 17 heures. Jusqu'au 30 novembre.

En province, une autre adaptation est jouée par Virginie Lemoine, Lisette Malidor et Nicole Croisille et tourne dans diverses villes (de Nantes à Grenoble ou à Cognac, etc.).

Précédemment, la pièce a été interprétée par Princesse Erika, Nathalie Corrè, Isabelle Rattier, Arièle Semenoff, Bernadette Lafont, Claire Nebout, Lisette Malidor, Sonia Vollereaux, Vanessa Demouy, Nicole Calfan, Sapho, Esse Lawson.

Mais on ne la verra pas en Chine !

Il faut croire que les propos sont bien dérangeants pour certains car la pièce a été interdite en Chine où elle aurait dû être représentée en février 2004 au profit d'une ONG qui lutte contre les violences au sein de la famille.

Vagina Monologues, pièce écrite par l'Américaine Eve Ensler, basée sur des centaines d'interviews avec des femmes devait être portée sur la scène chinoise pour la première fois, début février 2004. Il n'en fut malheureusement rien, la pièce ayant été interdite de représentation, à Shanghai, puis, une semaine plus tard, à Beijing. Si pour un officiel du Bureau culturel de Beijing, l'annulation est due à une procédure de demande d'autorisation non accomplie, un officiel du Shanghai Drama Center a évoqué pour sa part le fait que la pièce ne correspondait pas à la situation intérieure de la Chine.

Rappelons que cette pièce salue la sexualité des femmes et se focalise sur les sévices dont elles souffrent. Selon Li Shengying, un

Les Monologues du VAGIN
de Eve Ensler

12, 13 et 14 février à 19h00 au 4.82A

Billets : Café l'Exode Librairie Zone Libre

Cégen du Vieux Montréal

10\$ étudiant 15\$ Autre

producteur de la pièce, « le contenu de la pièce est bien sérieux et le sujet très significatif, mais je pense que la façon de narrer l'histoire déplaît à des supérieurs ».

Pour d'autres, la commission de censure pense que le mot «vagin», proféré plus de cent fois dans la pièce, est choquant ainsi que les histoires qui sont racontées par la voie du vagin. Notons que cette interdiction intervient au moment où les cas de sexualité entre adolescents et les relations sexuelles pré-nuptiales et extraconjugales se multiplient en Chine... (Source : site www.penelopes.org).

Au Québec, quelques productions locales ont déjà permis à des milliers de spectatrices et de spectateurs de vibrer au diapason de cette oeuvre «phénomène».

Les Monologues du vagin ont aussi été mis en scène dans plusieurs collèges et universités ; en février dernier, le collègue Dawson, l'université McGill et l'UQAM ont presque simultanément monté la pièce afin de lever des fonds pour des centres de femmes victimes de violence.

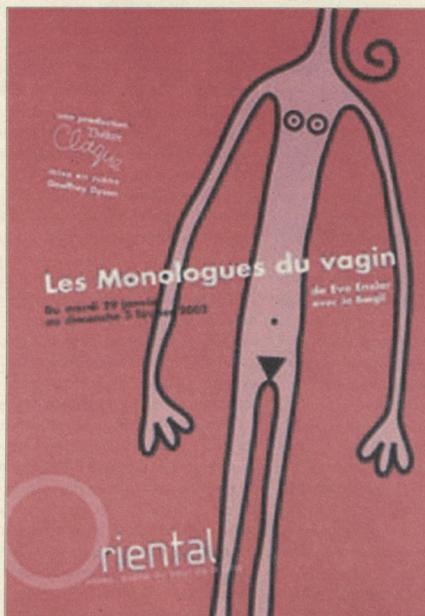
Toutes les personnes impliquées (incluant les comédiennes) ont travaillé à titre bénévole de façon à remettre un maximum de profits – soit plus de 50 000 \$ – à sept organismes québécois venant en aide à des femmes

victimes de violences). De plus, dix pour cent des recettes ont aussi été remis à V-day pour les femmes de Ciudad Juarez, au Mexique, aux prises avec une vague de féminicides.

Hélas, un tel succès peut-il échapper à la récupération ? On peut en douter, à constater que Gilbert Rozon et le festival Juste pour Rire (un budget de 31 millions de dollars en 2003) ont cette année mis le grappin sur les Monologues du vagin. Le rouleau compresseur des «industries culturelles» a-t-il tous les droits sur tout et sur toutes ? D'aucuns diront que la production de l'empire Rozon rendra plus accessible le message des Monologues – on parle déjà d'une tournée pan-québécoise – et qu'il faut impérativement se réjouir de cette opportunité.

Accessible, un spectacle coûtant au minimum 36 \$ plus taxes ? Pire, le bulldozer « JPR » (juste pour rire) compromet la mise sur pied de « productions bénéfiques » (nom québécois de nos galas de soutien et autres soirées de solidarité) qui rejoignent un bien plus large public et dont les profits vont à la lutte contre la violence sexiste, plutôt que dans les poches profondes de Gilbert Rozon. Cette récupération est d'autant plus révoltante que cet individu est soupçonné d'agressions sexuelles et que des procès sont en cours contre lui au Québec !

E. C.



Rouen le Gueul'art

Association pour se donner les moyens de gueuler et d'agir

Dans un bar de Rouen, Le Shanti, des cousins partout, des petites tables au ras du sol, des tentures, bref, ambiance Orient et thé à la menthe. Et puis, presque cachée derrière une voile, cette silhouette de plâtre gueulante, le corps meurtri, enserré dans des chaînes, entouré de petites photos dérisoires... Une œuvre belle, forte et dérangeante qui contraste avec la douceur des lieux. C'est ce qu'a voulu donner à voir Véronique Naud, jeune professeur des écoles de Rouen. J'ai essayé d'en savoir plus sur sa démarche. Elle est gentiment venue répondre à mes questions à la librairie libertaire l'Insoumise.

Virginie Benito



ML: Peux-tu présenter ta démarche ?

Véronique: Les arts plastiques sont une discipline qui me plaît depuis toujours... J'ai donc pensé à ce concept... il y a quelques années, en mars 2003, lors d'une manif, j'en ai parlé à une collègue, Marie-Noëlle Richard; Elle a tout de suite été emballée par l'idée de créer une asso; il ne restait plus qu'à trouver le trésorier, et notre ami Pascal Belloncle a, lui aussi, été tout de suite partant.

ML: Parle-nous du Gueul'art...

Véronique: C'est une association dont l'objet consiste à faire prendre conscience et à montrer que chacun a du pouvoir du moment qu'il en est persuadé; en s'alliant à d'autres individus, chacun peut initier des changements. Nous étions cinq durant cette année 2003-2004, et nous avons réalisé huit productions en tout; chacune des productions a été exposée

dans un café, accompagnée d'écrits, l'un exposant la situation et l'autre proposant des « solutions » applicables par chacun.e d'entre nous. Pendant un an, nous nous sommes réunis.e.s régulièrement dans un atelier.

ML: Pourquoi une démarche artistique et pas un engagement purement militant ?

Véronique: En attendant, je réfléchis et je préfère ne pas adhérer à un quelconque courant d'idées; ça n'empêche pas d'agir, de se bouger, c'est une notion tellement vaste... Avec l'asso, c'est une façon de dire: ne restons pas indifférent.e.s; ne cédon pas à la fatalité; impliquons-nous, réagissons, tout en sachant que nous n'allons pas changer la face du monde.

ML: Pourquoi ne pas avoir agi sur le mouvement en cours à ce moment-là ?

Véronique: Les problèmes liés à l'éducation nationale, même ceux liés à la formation de l'individu, sont complexes et nécessitent une profonde réflexion; je ne souhaite pas pour le moment me lancer dans un tel projet. Les crimes d'honneur et de dot, le travail des enfants sont des sujets qui me tiennent plus à cœur, actuellement. Marie-Noëlle a néanmoins, pour cette nouvelle année, dans l'idée de traiter un sujet lié à l'enseignement.

ML: Est-ce que le fait d'être enseignant change quelque chose dans votre démarche ?

Véronique: Je ne peux pas répondre pour les autres, mais pour ma part, ce n'est pas évident; tout le monde est à même de se poser les bonnes questions du moment que l'on s'informe. Mais bon, je ne suis pas instigateur par hasard; l'humain m'intéresse.

ML: Quels sont les thèmes que vous avez abordés ?

Véronique: Le pouvoir des médias, la biodiversité, les atteintes à la forêt, les déjections canines, la non-attribution de terrain aux gens du voyage, les crimes d'honneur et de dot, les enfants travailleurs, et les mégots que l'on jette par terre; là, on a fait une vidéo; c'était amusant !

ML: Comment procédez-vous sur le plan technique ?

Véronique: Pour les écrits, c'est chacun pour soi concernant le contenu; chacun en prend l'entière responsabilité. Pour les productions plastiques, nous nous sommes aidés les uns les autres; disons qu'on a surtout fait ce que l'on pouvait avec ce que l'on avait et connaissait.

ML: Cette démarche s'apparente-t-elle un peu à l'art brut, qui est souvent le fait de non-professionnels ?

Véronique: Nous ne sommes pas vraiment dans cette logique; de toute façon, nous ne faisons pas de l'art pour l'art; ce n'est pas l'objet de l'asso; les arts plastiques sont un moyen d'expression parmi d'autres.

ML: Pour toi, c'est une forme d'engagement ?

Véronique: Oui, d'une certaine façon; c'est une manière de pointer ce qui ne va pas et d'amener les gens à réfléchir et à réagir.

ML: Est-ce que ça marche ?

Véronique: On n'a pas vraiment eu beaucoup d'échos de cette exposition; l'idée plaît bien mais entre le dire et le faire, ce n'est plus aussi simple; par exemple, pour les crimes d'honneur et de dot, je propose la rédaction d'un courrier destiné aux différentes autorités pakistanaises, selon le principe développé par Amnesty International; donc, là, ça demande un autre type d'investissement !

ML: Pourquoi t'es-tu intéressée à ce sujet en particulier ?

Véronique: Ce qui m'horripile, c'est de faire souffrir psychologiquement et physiquement un être humain; c'est ce qui m'a fait adhérer à Amnesty International. Tout naturellement, j'en suis arrivée à m'intéresser au sort de ces femmes. Je trouve que ce qui leur arrive est tellement ignoble qu'il n'y a pas grand-chose à dire de plus; du moment que ça concerne un être humain, c'est déjà trop.

ML: Que penses-tu que l'on peut faire pour empêcher ces gestes odieux ?

Véronique: Informer; une pression internationale exercée sur un pays peut initier des changements; mais pour qu'il y ait cette pression, nous devons nous informer, agir en écrivant, en informant à notre tour, par exemple.

ML: Ne crois-tu pas que tu dénonces par là même le poids des religions et du patriarcat qui sévissent aussi dans les pays occidentaux, parfois sous des formes cachées ?

Véronique: L'échelle est quand même loin d'être la même, heureusement... Néanmoins, l'esprit attaché au patriarcat est toujours plus ou moins présent; pour ce qui est de la religion, je n'en ressens pas la pesanteur dans notre société; il y a sûrement des restes, mais ce que les femmes pakistanaises vivent, nous l'avons déjà vécu (le Sexocide des sorcières, chez l'Esprit frappeur); en même temps, on n'est à l'abri de rien... En tout cas, la recherche d'une égalité en toute chose, homme-femme, est encore d'actualité.

ML: Pourquoi avoir choisi d'exposer dans les bars ?

Véronique: C'est une idée de Laurent; on l'a tout de suite trouvée excellente; cela permet de toucher un public qui ne se serait pas déplacé pour notre expo dans un lieu unique et, a priori, éloigné du centre de Rouen.

ML: Quels sont vos projets ?

Véronique: Continuer à gueuler encore plus fort puisque nous serons plus nombreux l'année prochaine.



La mort joyeuse



Tendresse

Denis Pouppeville

IL NOUS ACCOMPAGNE, et l'on peut dire à son propos : « qu'y en a pas un sur cent et pourtant il existe », peintre, dessinateur, illustrateur, graveur, ce n'est pas un bavouilleur et il ne la ramène qu'avec son travail.

Acharné, dans la durée, hors des modes, des mouvances, des opportunismes, il gratte le papier avec une mine de plomb, une plume, le caresse des poils souples d'une martre Kolinsky, fait sa trace dans le cuivre ou sur une pierre litho et se finit, s'accomplit sur un support de lin où se mêlent couleurs et traits, toujours profusément et dont les harmonies, d'ombres colorées, l'emmènent vers des au-delà, derrière le miroir sans tain de ce temps de merde.

Tu ne peux pas passer. Tu dois remettre ta science dans le pot, continuer la partie avec lui.

Et pas que pour le fun. Laisse-toi envahir par ses images en gardant les yeux bien ouverts pour en capter toutes les nuances et le fourmillement des traits et l'air d'ailleurs des silhouettes qui y habitent.

Elles ne sont pas anodines malgré la retenue qui semble les arrêter sous la surface du support.

Elles sont presque disposées à en sortir pour te bouffer la suffisance qui suinte de ton statut de repu.

Elles sont des images nécessaires à la survie des neurones qui battent la retraite, dans nos pauvres crânes de consos, assujettis aux têtes de gondoles.

Au tréfonds des orbites maquillées de ténèbres luit un regard inquiet, où vacille une vision de l'avenir pathétique de l'humanité.

Dans la pose torturée d'un corps, au creux d'un affaissement des chairs, dans un profil aiguisé de lame, deux têtes sur un tronc, ou une minuscule figure qui s'expulse du muscle, par le trait cent fois répété, repassé, frissonnant, les scènes sont décrites d'une façon si prégnante, qu'elles gravent à l'eau-forte l'esprit le plus indifférent.

L'art, s'il a une fonction, un rôle dans la pièce de boulevard qui se joue, souvent malgré nous, ne fait pas dans la « risette ». Il chambarde, chamboule et déchire. Il canarde, étripe, ratatine les lois de l'ordre établi. Il déborde et submerge et pirate et saborde le rafiot de nos molles convictions et telle l'hydre des marais de Lerne, en Argolide, dont les sept têtes repoussaient en se multipliant à mesure qu'on les coupait, il renaît, encore et encore, malgré les autodafés, les décrets, les censures, et surtout l'immense et invétérée et irrémédiable connerie humaine dont les représentants les plus éminents sont les porte-flambeaux flam-bards.

Qu'avant l'établissement des comptoirs religieux, l'homo sapiens sapiens, dans ses cavernes, à la lueur fumeuse d'une torche, teintait d'ocres la roche des parois de l'excavation naturelle pour remercier la nature de la nourriture qu'elle lui procurait.

Qu'avant...

Et si l'art a fait des courbettes aux curetons, ceux-ci n'ont pu l'empêcher, dans les hauts de sanctuaires imposants, de représenter des boucs enculant des nonnes.

Et le rôle de l'artiste, s'il en a un, son statut, si cela se dit, sa place dans la ronde macabre de nos existences défuntes, est justifié, s'il en a besoin, par son travail sans certificat de conformité, coup de pied au cul « bordé de nouilles » de nos infatigables consensuels de la mouvance mouvante de l'art cacheté contemporain.

Que Denis Pouppeville assume totalement, sans inhibition, avec un grand sourire railleur qui irradie l'irrévérence et qui le fond dans le décor austère de son œuvre. Dont la librairie Publico, repaire de l'idée anarchiste, hébergera quelques-uns de ses travaux pour une période d'un mois et demi. Ils vous attendent pour un lifting de vos idées reçues.

Groupe La Vache folle



Mademoiselle Victoire

Radio libertaire

Mercredi 24 novembre

Femmes libres: de 18h30 à 20h30, avec Maité Albagy du MFPF à propos de la manifestation du 15 janvier 2005 pour l'anniversaire de la loi Veil.

Jeudi 25 novembre

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, cinéma et pacifisme: Mireille Jospin ou comment lutter contre la violence des écrans? Invité: Bernard Baissat.

Entre chiens et loups: de 20h30 à 22 heures, Daniel Meynard, auteur.

Vendredi 26 novembre

Offensive: de 21 heures à 22h30, l'émission de l'OLS aura pour invité le groupe Marcuse pour *De la misère en milieu publicitaire, Comment le monde se meurt de notre mode de vie* aux Éditions La Découverte.

Samedi 27 novembre

Chronique syndicale: 11h30 à 13h30, Fabienne Hanique présente son livre *Le sens du travail, Chronique de la modernisation au guichet* (Erès).

Mercredi 1^{er} décembre

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Zydeco, le blues accordéon en français (1^{re} partie).

89.4 MHz
en région parisienne
et ailleurs sur Internet

Exposition des collages de l'anarchiste Garcia Tella à la galerie Dêlire en formation, 12, rue Guénégaud, Paris 6^e. Du 18 au 30 novembre 2004.



Garcia Tella
COLLAGES

Jeudi 25 novembre

Nîmes

Rencontre sociale et libertaire: à qui profite les prisons? Avec la participation de membres de l'Envolée. À 20h30 à la Cantina, 4, rue Graverol. Organisée par la CNT, la FA et No Pasaran.

Avignon

La Bibliothèque-Infokiosk les Chemins non tracés organise une rencontre avec Felip Equy qui présentera les *Actes du colloque Han Ryner*, livre édité par le CIRA de Marseille en 2003. À 20h30 à la Maison IV de chiffre, 26, rue des Teinturiers.

Samedi 27 novembre

Marseille

À Arenç, au Canet ou ailleurs, non aux centres de rétention! Rendez-vous à 15 heures, place des États-Unis (M^e Bougainville).

Dimanche 28 novembre

Paris 11^e

Soirée de soutien à Samizdat, serveur et hébergeur Internet alternatif. Film *Euro May Day* sur les luttes internationales de précaires et intermittents. Concert avec Oi Polloi et Ratwaster. 5 euros. À 17 heures au CIGP, 21 ter, rue Voltaire, M^e Nation.

Mardi 30 novembre

Îvry

Réunion publique et contradictoire organisée par le groupe libertaire d'Îvry: « Le syndicat, un outil de libération sociale? Quelle organisation pour le mouvement ouvrier? ». À partir

de 20 heures au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, M^e Pierre-Curie. Petite restauration, bar.

Mercredi 1^{er} décembre

Paris

Journée mondiale de lutte contre le sida. Manif à l'appel d'Act Up Paris à 19 heures au métro Barbès.

Nîmes

Rencontre sociale et libertaire: les luttes sociales en Argentine. Témoignages et film. À 20h30 à la Cantina, 4, rue Graverol. Organisée par la CNT, la FA et No Pasaran.

Vendredi 3 décembre

Dijon

Les Voix sans maître présentent Tristan Léa, Un chevelu-un tondu et Louis Arti en concert à 20h30 au théâtre Fontaine d'Ouche. 6 ou 10 euros.

Samedi 4 décembre

Marseille 1^{er}

Le CIRA vous invite à son local pour une rencontre autour du livre de Sylvie Knoerr et Francis Kaigre: *Jean-René Saulière dit André Arru, un individualiste solidaire (1911-1999)*. À 15 heures au 3, rue Saint-Dominique.

Dimanche 5 décembre

Paris 18^e

Réouverture de la Rue! À 15 heures: projection du doc *On n'est pas des steaks hachés* sur les luttes au Mc Do du Faubourg Saint-Denis. À 16 heures: pot de réouverture de la bibliothèque La Rue. Le tout au 10, rue Robert-Planquette, M^e Blanche.

agenda

Le Collectif National pour les Droits des Femmes
et à l'occasion de la journée internationale
du 25 novembre
contre les violences envers les femmes,
organise une Manifestation Nationale
le samedi 27 novembre 2004
au départ de la place de la Bastille

à 14h30

agir contre le patriarcat et le sexisme,
c'est lutter pour s'émanciper!

Rejoignez le cortège de
la Fédération anarchiste
à partir de 14 h 00 à l'angle
de la rue de la Roquette,
place de la Bastille

fédération
anarchiste